

Archives

Marine Le Pen sort du bois

mercredi 10 décembre 2014

Déclaration de Jacques Cheminade, président de Solidarité et Progrès

La déclaration de Marine Le Pen sur le recours à la torture, faite ce mercredi matin sur *RMC*, la disqualifie pour les fonctions auxquelles elle prétend accéder. Malgré son démenti ultérieur, à Jean-Jacques Bourdin qui lui demandait « *est-ce que la torture est excusable, parfois, dans certaines circonstances ?* », elle a bel et bien répondu qu'« *il peut y avoir des cas, permettez-moi de vous le dire, quand une bombe – tic tac, tic tac, tic tac – doit exploser dans une heure ou deux et accessoirement peut faire 200 ou 300 victimes civiles, où il est utile de faire parler la personne* ». « *Même sous la torture ?* » a poursuivi son interrogateur, ce à quoi Marine Le Pen a rétorqué : « *Avec les moyens qu'on peut.* » Elle avait auparavant affirmé : « *Oui, oui bien sûr, cela a été utilisé dans l'histoire. Je crois que les gens qui s'occupent de terroristes et accessoirement de leur tirer des informations qui permettent de sauver des vies humaines sont des gens qui sont responsables.* »

L'argumentation est vieille comme la torture mais elle est fausse. En effet, outre que la torture est un moyen humainement inadmissible, elle n'a jamais fait preuve de son efficacité car le torturé, lorsqu'il parle, est prêt à avouer n'importe quoi à son tortionnaire. On le voit bien lors de certains procès, après que des policiers ont utilisé des méthodes musclées pour obtenir des aveux.

Le pire, dans ce qui est un scandale politique majeur, est que Marine Le Pen commentait ainsi un rapport du Sénat américain sur les méthodes inadmissibles de la CIA pratiquées après les attentats du 11 septembre 2001. Le rapport rendu public est de 525 pages, les documents sélectionnés pour être remis au Sénat en font plus de 6000, et ce n'est que la partie émergée de l'iceberg d'un Etat américain ayant bafoué l'Etat de droit. Marine Le Pen, consciemment ou pas, se fait ainsi la complice de l'administration Bush-Cheney, relayée par l'administration Obama, qui tous ont voulu empêcher que les faits soient connus. Au moment où Jeb Bush, le frère de George W. Bush, se pose en futur candidat républicain, c'est la politique de ces milieux qu'elle endosse de fait. Cette politique mène à la guerre, comme le savent les Etats membres des BRICS, et en particulier la Chine et la Russie.
